

Position de thèse

Comment concevoir l'« intégration » à l'ère de la mondialisation ? Dans quelle mesure le mot « intégration » demeure-t-il encore pertinent pour les migrants eux-mêmes à notre époque dite « mondialisée » et « transnationale » ? En soulignant les caractéristiques normatives, désormais performatives et interactives, du concept d'« intégration », cette thèse se propose de fournir une réponse partielle à partir d'expériences de politisation des nouveaux migrants chinois dans la région parisienne. Grâce à une ethnographie multi-située dans plusieurs communes chinoises et plusieurs quartiers parisiens, nous reconstituons le processus dynamique d'intégration via des actions politiques collectives. Arrivés avant tout avec des motivations économiques, les migrants en viennent à s'impliquer dans divers quartiers, ce qui les conduit à se mobiliser et se confronter aux règles tacites du système sociopolitique français. A travers d'une enquête ethnographique dans différents espaces, nous avons exploré les divers rapports tissés entre les migrants chinois et plusieurs acteurs économiques, politiques, administratifs et associatifs, en France. De la participation à la vie locale au fait de la participation aux élections nationales pour ceux qui ont été naturalisés, en passant par des campagnes médiatiques anti-discrimination ainsi que l'adhésion aux syndicats et les manifestations, les migrants chinois font preuve d'une capacité d'apprentissage politique. Divers processus politiques montrent la façon dont ces migrants, parlant au nom d'une communauté immigrée en France, s'inscrivent dans des clivages sociaux lorsqu'ils se mobilisent. Leur visibilité et la conscience de constituer une minorité passent par divers processus à des logiques politiques et sociales variées. Puisque les expériences migratoires sont des sujets *par excellence* permettant de faire évoluer le concept de citoyenneté, force est de constater que les nouvelles expériences des migrants chinois à l'ère de la mondialisation conduisent à revisiter les réflexions sur la citoyenneté et l'intégration. Au moment de conclure cette thèse, nous souhaitons insister sur trois dimensions : les flux migratoires comme témoignages de l'histoire du pays d'émigration et point de départ de l'insertion dans le pays d'accueil, l'apprentissage politique par l'appropriation de l'espace urbain, et enfin, le sens d'appartenance communautaire.

1. Les migrants chinois : de l'immigration aux diasporas

Selon le développement des réformes économiques, plusieurs vagues d'émigrants apparaissent et complexifient la communauté chinoise migrante à Paris. Les « aventuriers », tant d'abord symbolisent le prototype des migrants motivés par un projet d'enrichissement personnel lors de profonde mutation du communisme en Chine. Viennent par la suite des « naufragés », chassés par la privatisation des entreprises publiques dans les villes chinoises. Enfin, de nouvelles incitations à l'immigration émergent, entraînant une émigration qui poursuive un idéal d'émancipation personnelle de nombreux enfants de naufragés.

Le développement de la Chine influence la construction identitaire des jeunes Français d'origine chinoise. Bien que leur connaissance sur la Chine soit souvent limitée, les expériences cosmopolites acquises durant leurs voyages en Chine conduisent à une prise de conscience sur leurs origines, voire leur « double appartenance ».

Différentes formes de liens transnationaux se créent ainsi entre la Chine et ses émigrants, participant à l'émergence d'un groupe diasporique.

2. Des citadins aux citoyens : les villes en tant que terrain d'intégration

Dans les chapitres III, IV, V et VI, nous avons mis en lumière l'inscription urbaine des commerçants dans les quartiers de Popincourt et d'Aubervilliers qui favorise un apprentissage politique. Présents dans les secteurs qui attirent traditionnellement les migrants, notamment le textile, ces commerçants trouvent dans leur nombre et leur solidarité les moyens de créer une économie ethnique et un marché compétitif. Alors que la niche économique facilite l'accès au statut d'entrepreneur, leur concentration spatiale suscite les contestations du voisinage et force les migrants à dialoguer avec les riverains et les élus locaux. Ces échanges constituent la genèse des diverses formes de mobilisation collective. Qu'elles portent sur l'insécurité urbaine, la stigmatisation médiatique ou le droit au séjour, ces mobilisations mettent en lumière les discriminations ou les injustices subies par les immigrés chinois.

Dans la lignée de l'école de Chicago, notre observation de la trajectoire collective des migrants chinois montre que la ville demeure le terrain capital d'intégration des immigrés. C'est en côtoyant d'autres groupes ethniques dans les quartiers parisiens

qu'une série de conflits émerge et oblige les migrants à composer avec les exigences du pouvoir local et des habitants. Selon nos observations à Belleville et Aubervilliers, participer aux affaires publiques du quartier s'avère un passage essentiel dans la construction du sentiment citoyen. A ce titre, les « expériences publiques » qu'ils connaissent au cours de leur parcours leur permettent de nourrir un sentiment et une volonté d'appartenance à la communauté politique de France.

Si une telle trajectoire – de la compétition, au conflit puis à l'accommodation, voire à l'assimilation¹ – fait écho aux modèles de « cycle racial » proposé par Robert Park et Ernest Burgess, elle revêt une signification contemporaine qui appelle à remettre en question le nationalisme méthodologique sous-entendu par la théorie d'Intégration. Certes, la ville a toujours été, et certainement va continuer à être, l'espace principal d'installation des migrants. Toutefois, comme l'ont suggéré nombre d'études de la globalisation, les villes contemporaines ont été transformées par des réseaux économiques en un espace de circuit du capital déterritorialisé. A ce titre, il est difficile d'anticiper si le cycle du conflit et d'accommodation s'achèvera par une assimilation et intégration dans la société nationale. Si l'on observe l'implantation du commerce de gros en région parisienne, qu'elle passe par l'opposition aux riverains à Popincourt ou par l'accueil planifié de la mairie d'Aubervilliers, on constate que les grossistes ont été identifiés clairement comme des acteurs économiques mondialisés. A travers leur expansion graduelle à Aubervilliers, le commerce de gros non seulement transforme la ville en un point stratégique des réseaux mondiaux du commerce, mais insère aussi la ville dans le réseau diplomatique de l'Etat chinois par la signature d'accords d'échange. Alors que cet échange a rarement été contesté à Aubervilliers, la situation semble plus conflictuelle à Belleville. Ainsi, après la première manifestation dans ce quartier, les mairies PS cherchent à fidéliser les commerçants locaux afin de contrebalancer le contrôle de l'ambassade de Chine sur les entrepreneurs. L'intégration des migrants sur la scène politique française ne suppose donc pas à l'effacement de leurs origines. Elle

¹ Je me permets d'utiliser ici le terme d'assimilation dans la mesure où il est également utilisé dans la littérature anglo-saxonne de sciences sociales, en m'éloignant dans des conceptions qui ont eu cours dans le débat public français à ce propos. Ainsi, j'entends par l'assimilation « un processus d'interpénétration et de fusion dans lequel des personnes et des groupes acquièrent la mémoire, le sentiment et les attitudes d'autres personnes et groupes et, en partageant leurs expériences et leurs histoires, sont incorporées dans une vie culturelle commune. » PARK, Robert Ezra et BURGESS, Ernest Watson. *Introduction to the Science of Sociology*. Chicago : University of Chicago Press, 1921, cite par ANDREA, Rea et TRIPIER, Maryse. *Sociologie de l'immigration*. La Découverte, 2010.

invite, au contraire, à situer la question de l'intégration et de l'appartenance collective dans un cadre à diverses échelles.

L'interaction entre ces multiples espaces d'intégration nous conduit au troisième axe d'analyse : celui de la mobilisation politique et du sentiment d'appartenance.

3. Les appartenances contestées : entre individu, communauté et société nationale

Dans les chapitres III et IV, face aux problèmes publics liés aux activités commerciales, on peut voir que les acteurs publics tendent à mobiliser les festivités culturelles chinoises comme un moyen d'atténuer des conflits. Alors qu'une telle célébration de la particularité ethnique est souvent perçue positivement lors des festivités urbaines, elle s'avère plus problématique lors des mobilisations politiques décrites dans les trois derniers chapitres de la thèse. Face au paradigme de « l'intégration républicaine » qui dénie *a priori* la légitimité le droit d'une « communauté » de s'affirmer comme telle, les acteurs chinois doivent éviter les accusations de « communautarisme » tout en défendant des intérêts perçus comme communautaires.

Ce type d'antagonisme paraît le plus conflictuel pendant les manifestations de Belleville. Bien que les deux manifestations aient eu des déclencheurs similaires (altercation armée entre différentes populations résidant dans le quartier et revendications spécifiques, comme le durcissement de la loi pénale ou la protection des victimes chinoises), elles emploient des rhétoriques distinctes. La première manifestation adopte une approche qui isole la population chinoise de l'ensemble du tissu local, justifiant ainsi une approche sécuritaire au risque de renforcer la ségrégation et l'antagonisme interethnique à Belleville. Son apparence « communautariste » suscite ainsi des malaises parmi les spectateurs extérieurs, et exalte un sentiment de solidarité qui conduit aux actions violentes des manifestants. La seconde, organisée par des acteurs ayant une sensibilité plus aigüe de la doctrine républicaine, cherche à intégrer le droit de protection dans le cadre républicain. Elle est donc mieux reçue par les autorités, et permet un déroulement pacifique dans une ambiance apaisée.

Ce processus révèle surtout une évolution dans l'apprentissage politique en termes d'appropriation du langage légitime grâce à la participation de la deuxième génération.

Cependant le sentiment d'injustice en tant que victimes ou cibles faciles perdure au sein de la communauté, et le savoir-faire du registre politique français demeure limité. Ainsi, au travers de la naissance et de la disparition de l'UCAS à Aubervilliers, les commerçants oscillent entre espérance de militarisation et doctrine républicaine. Ne partageant ni le concept de justice avec la police française, ni des objectifs instrumentaux concernant la prévention de la délinquance, l'UCAS a beau avoir obtenu des éloges lors de sa création, elle a fini cependant par se décomposer.

Alors que les interactions avec des populations non-chinoises permettent de souder la communauté et de délimiter les frontières d'un groupe ayant des intérêts communs, un tel imaginaire est pourtant remis en cause lorsque la mobilisation des différents camps politiques vient percuter les migrants chinois et souligne des clivages intracommunautaires. En effet, à l'issue de la manifestation de Belleville, se forment deux alliances avec chacune sa vision de l'intégration des immigrés. D'un côté, l'UMP, l'ambassade de Chine et les présidents d'associations d'entrepreneurs associent l'intégration à la réussite individuelle. Cette position est non seulement cohérente avec la politique d'« immigration choisie », mais elle incite également les entrepreneurs à se positionner en tant que « bons migrants », « modèle » de minorité prôné par le paradigme néolibéral.

D'un autre côté, les mairies d'arrondissement du quartier de Belleville et le syndicat CGT soutiennent une vision de l'intégration par le biais de l'inclusion dans la vie culturelle et civique du quartier. A ce titre, les mairies socialistes encouragent activement les commerçants chinois à participer aux festivités du quartier ; de même, le syndicat se bat pour incorporer des travailleurs sans-papiers chinois dans la lutte pour la régularisation. Ces initiatives atteignent une population plus large de migrants chinois et modifient les pratiques du travail dissimulé. Cependant, face à la structure générale des très petites entreprises familiales, la CGT a échoué à convaincre les travailleurs d'organiser des grèves. Pour autant, pour ces travailleurs de seconde zone, l'incapacité à adhérer aux actions syndicales ne signifie pas un consentement au projet d'appartenance politique tel qu'édicte par les entrepreneurs. Face à l'inquiétude des sans-papiers au durcissement de la politique migratoire, les entrepreneurs, en affirmant à une cote identique en faveur de l'UMP de tous les Chinois, au nom d'un intérêt politique partagé en commun.

De la comparaison de ces mobilisations, il ressort plusieurs définitions contestables de l'appartenance communautaire pour les individus. Dans un premier temps, face à l'hostilité de la société majoritaire qui se traduit souvent par des agressions, l'appartenance communautaire est perçue par les migrants comme une source de protection et ainsi stimule un désir de solidarité. Cependant, à l'aune de divers projets d'appartenance politique proposés par des groupes politiques de la société d'accueil, le statut social s'avère déterminant à l'égard de la politisation des individus. D'une part, face aux différentes propositions politiques, les individus tendent à adhérer ou s'opposer en fonction de leur intérêt personnel. D'autre part, Les entrepreneurs produisent un discours construit selon lequel l'accès à une reconnaissance politique en France passe nécessairement par le fait de se constituer en communauté politique des Chinois de France. Au contraire, face à l'appel universaliste du syndicat, les travailleurs ont davantage de difficulté de s'affirmer comme un groupe pour soi.

Si l'économie ethnique fournit aux travailleurs une garantie d'emploi, source primaire d'insertion professionnelle dans le contexte migratoire, elle les empêche de se construire une identité commune des ouvriers chinois dessinant une condition et des intérêts communs. En somme, l'appartenance communautaire paraît comme une ressource pour les entrepreneurs ; en revanche, pour les travailleurs précaires, elle ne suffit pas à les faire accéder à l'intégration « pleine » selon la définition de Milton Gordon – la politisation et l'intégration politique. Ce paradoxe reflète à quel point l'appartenance communautaire est contingente et située selon les positions des individus. Autrement dit, pour les immigrants, l'appartenance communautaire est une condition « nécessaire », mais pas une « suffisante », pour accéder à la citoyenneté.

Du point de vue théorique, ces constats réfutent la théorie d'Intégration «classique» qui considère que les individus doivent et peuvent s'intégrer à la société nationale en abandonnant leur l'appartenance culturelle, ethnique, linguistique ou religieuse. Au contraire, notre recherche affirme plutôt l'influence de l'appartenance communautaire dans le passage de l'individu isolée à la figure de membre d'une communauté politique. De ce point de vue, il paraît probant d'abandonner la distinction binaire entre « communauté » et « nation » que sous-entend l' « intégration à la française » et de prendre en considération les influences, mêmes contingentes, de l'appartenance communautaire dans une société plurielle et mondialisée.